



Perspectives 2023

Vers la guerre

En août 2021, l'actualité internationale était dominée par le piteux retrait d'Afghanistan. Vingt ans après le début de leur intervention, les États-Unis laissaient brutalement tomber la population, et particulièrement les femmes de ce pays, à nouveau livrée à la famine et à l'obscurantisme taliban. L'Union européenne (UE), qui n'avait pas encore oublié les velléités affichées par Donald Trump d'un retrait américain de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), envisageait de prendre au sérieux la vieille idée française de défense européenne rebaptisée autonomie stratégique, afin de se préparer au cas désormais jugé possible, sinon probable, où la superpuissance ne consentirait plus à assumer complètement son protectorat.

Vers la fin de l'année 2021 cependant, la météorologie politique a changé sur l'Europe avec le déploiement de plus en plus massif de forces russes autour de l'Ukraine. On a d'abord voulu y voir un simple exercice, certes de grande envergure. À la mi-décembre, reprenant des idées maintes fois exposées depuis une quinzaine d'années, Moscou a dévoilé un projet de sécurité européenne visant à exclure toute nouvelle expansion de l'Alliance atlantique vers l'Est, et à limiter le déploiement des forces de l'OTAN au niveau qu'il avait atteint en 1997. L'OTAN devait s'engager par ailleurs à ne se livrer « à aucune activité militaire sur le territoire de l'Ukraine, de l'Europe de l'Est, du Caucase, ou de l'Asie centrale », alors qu'elle ne s'en privait pas, surtout depuis l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014. Dans le projet révélé par le ministère russe des Affaires étrangères, l'OTAN et la Russie devaient en outre s'engager à ne pas déployer de missiles intermédiaires et à courte portée sur des territoires d'où ils pourraient frapper l'autre partie. Diverses « mesures de confiance » étaient également proposées, dans l'esprit des négociations de maîtrise des armements du temps de la guerre froide, comme l'établissement d'une « hotline » entre les signataires.

En arrière-plan, deux points méritent particulièrement de retenir l'attention. Le premier est l'affirmation par la Russie de ce qu'en contrepartie du démantèlement pacifique de l'Union soviétique (URSS) les Occidentaux, en tout cas les États-Unis, se seraient engagés à ce que l'OTAN ne s'étende pas à l'Est. Le recours aux archives permettra le moment venu de savoir ce qui s'est réellement passé, mais il est certain qu'aucun accord n'a été signé sur ce point. Or, en diplomatie, seuls comptent finalement les accords. Il est non moins certain qu'encouragés

par de nombreuses associations ou fondations occidentales, et particulièrement américaines, les gouvernements de l'Ukraine et de la Géorgie ont obtenu au sommet de l'OTAN de Bucarest, en 2008, la reconnaissance de leur « vocation » à rejoindre l'Alliance. Malgré, il convient de le souligner, la réticence de la France et de l'Allemagne dont les partenaires – à commencer par les États-Unis – ont quelque peu forcé la main. Quant à l'Ukraine, elle a inscrit cette « vocation » dans sa Constitution en février 2019. Entre-temps, la Russie avait annexé la Crimée.

Le second point est également d'ordre diplomatique. La grande revendication russe en matière de sécurité depuis l'avènement de Vladimir Poutine, c'est-à-dire après la « décennie noire » de l'effondrement de toutes les institutions de l'URSS, est en fait la révision de l'architecture européenne de sécurité, lentement élaborée dans un tout autre contexte. Observons au passage que la charte d'Helsinki de 1975, comme celle de Paris du 21 novembre 1990, précise que les États signataires sont libres du choix de leurs alliances. Si l'on se place d'un point de vue de science politique plutôt que juridique, cette disposition est étonnante, car on sait depuis au moins la thèse de Henry Kissinger sur le Congrès de Vienne que « la sécurité absolue d'un État, c'est l'insécurité absolue de tous les autres ». Autrement dit, la stabilité d'une architecture de sécurité repose sur un équilibre accepté par toutes les parties prenantes et complété par la volonté partagée de le préserver. On peut alors se demander pourquoi les signataires d'Helsinki – en fait, surtout les Soviétiques – ont adopté ladite disposition. La réponse est certainement qu'ils voulaient préserver le « libre choix » des « pays socialistes ». Pas plus que leurs autorités, les diplomates soviétiques ne pouvaient imaginer que l'URSS n'avait plus qu'une quinzaine d'années à vivre, et que le principe de libre choix des alliances allait se retourner contre eux. On ne répétera jamais assez qu'en diplomatie, il faut parfois être capable de voir loin et d'envisager l'inévitable, sous peine de léguer des bombes à retardement aux successeurs.

Il est en tout cas certain que le ton comminatoire sur lequel le vice-ministre Sergueï Riabkov a formulé les propositions de la Russie – ce diplomate est au demeurant réputé comme un grand connaisseur et praticien de l'*arms control* – n'était pas fait pour inciter les Occidentaux à les prendre en considération, en dépit de ce qu'elles pouvaient contenir de pertinent. Ce ton faisait plutôt figure d'ultimatum, et c'est ainsi que les Occidentaux l'ont interprété. Ensuite, semaine après semaine, les Américains n'ont cessé d'annoncer une *Blitzkrieg* comme de plus en plus probable, sans en tirer d'autre conséquence que l'évacuation de leur ambassade. Vu d'Europe, cet étrange détachement a d'autant moins contribué à accréditer le sérieux de l'hypothèse de l'agression qu'on se souvenait des mensonges organisés du général Powell en 2003, et que la plupart des experts écoutés doutaient de la volonté de Poutine de prendre le risque de lancer ce qu'il allait bientôt appeler une « opération militaire spéciale ». On doutait même de l'aptitude des Russes à élargir la conquête du Donbass au-delà des territoires séparatistes, et à réaliser facilement la jonction territoriale avec la Crimée. Celle-ci, dans une situation très différente, n'avait opposé aucune résistance en 2014. À mesure que les semaines puis les jours passaient, le débat, dans un pays comme la France, s'approfondissait entre ceux qui, peu

regardants sur les moyens réels de la Russie, comparaient le Poutine de 2022 au Hitler de la stratégie du salami, comme si le maître du Kremlin pouvait reconstituer l'empire russe, et ceux qui, sous-estimant sans doute sa détermination à renforcer rapidement la sécurité de la Russie à ses frontières, ne l'imaginaient pas encore prêt à prendre un très grand risque. Les Ukrainiens eux-mêmes ne s'y attendaient pas. Pour tous, et sans doute même pour les Russes dans un autre genre, l'invasion du 24 février fut ressentie comme un énorme choc et comme une bifurcation de l'Histoire.

Vérités historiques et affrontements géopolitiques

Des événements comme celui-ci sont de l'ordre de la complexité. Nulle pensée organisée comme un système achevé ne permet de les interpréter correctement sous une forme déterministe, en termes de causes bien identifiées provoquant des effets eux-mêmes parfaitement circonscrits. Ce qui ne signifie ni que toutes les interprétations se vaillent, ni qu'il soit impossible de réduire l'incertitude sur les conséquences, en l'occurrence, de la guerre déclenchée par Poutine en Ukraine.

Pour avancer, il faut à mon sens partir de l'histoire et de la géopolitique. Dans son livre *Comment on écrit l'histoire*, le grand spécialiste de l'empire gréco-romain Paul Veyne jongle avec deux idées, plus complémentaires que contradictoires, que j'interprète ainsi : d'un côté, l'historien peut établir des « vérités » ; mais de l'autre, à toute échelle, un récit quelconque ne peut être complet qu'en bouchant des « trous » de façon plus ou moins arbitraire. Le travail sur les archives – lesquelles sont la matière première du métier d'historien – permet d'établir des « vérités », qu'on ne peut nier qu'au détriment de la raison ou de l'éthique. Ainsi le déroulement du 18 Brumaire de Napoléon Bonaparte est-il documenté dans les moindres détails, y compris s'agissant des faiblesses du grand homme ce jour-là. Pourtant, même à cette échelle, des « trous » peuvent encore subsister. Évidemment, plus l'échelle est étendue, plus les trous sont facilement réparables.

L'histoire de la Russie kiévienne (IX^e-XII^e siècles) est bien documentée. Elle commença par les Varègues, nommés Rous par les Finnois de l'époque, se déroula le long du Dniepr, et connut son apogée sous Iaroslav, dit le Sage, mort en 1054. Sa fille Anne, mariée à Henri I^{er}, fut reine de France. Entre-temps, sous les influences de Byzance, elle s'était ouverte au christianisme grec, tout en gardant son caractère slave ou, si l'on préfère, russe. Cette Russie kiévienne s'est disloquée progressivement et acheva de s'effondrer sous les coups de butoir des Mongols (ou Tatars) en 1240. Ce n'est qu'après environ un siècle qu'émergea la Moscovie. Dès 1326, le métropolite de Vladimir avait fixé son siège à Moscou faisant ainsi de cette ville, *de facto*, la capitale politique et religieuse de « la Russie ». Depuis la chute de Kiev, il incarnait l'unité spirituelle d'une Russie qui s'était déplacée et étendue, face surtout à l'islam (la Horde d'or). La formation de l'État russe centralisé dont descend l'actuelle Fédération de Russie

Voltaire : « L'Ukraine a toujours aspiré à être libre »

a commencé sous le règne d'Ivan III (1462-1505) et a bénéficié, entre autres, de l'affaiblissement antérieur puis de l'effondrement de Constantinople.

Comment ne pas citer ici ce passage célèbre de l'*Histoire de Charles XII* de Voltaire : « L'Ukraine a toujours aspiré à être libre ; mais étant entourée de la Moscovie, des États du Grand Seigneur [la Suède] et de la Pologne, il lui a fallu chercher un protecteur et, par conséquent, un maître dans l'un de ces trois États. Elle se mit d'abord sous la protection de la Pologne, qui la traita en sujette ; elle se donna depuis au Moscovite, qui la gouverna en esclave autant qu'il le put. »

Ces quelques touches à partir de « vérités » bien établies permettent de relativiser à la fois les deux jugements de Paul Valéry : « L'Histoire est la science des choses qui ne se répètent pas » ; et cet autre non moins célèbre : « L'Histoire est le produit le plus dangereux que la chimie de l'intellect ait élaboré. Ses propriétés sont bien connues. Il fait rêver, il enivre les peuples, leur engendre de faux souvenirs, exagère leurs réflexes, entretient leurs vieilles plaies, les tourmente dans leur repos, les conduit au délire des grandeurs ou à celui de la persécution, et rend les nations amères, superbes, insupportables et vaines. » Certes, les choses dont parle l'Histoire ne se répètent pas, mais elles se ressemblent. Un mathématicien dirait qu'on peut les répartir dans des « classes d'équivalence ». Dans l'espace-temps de l'histoire de la Russie qui nous occupe ici, des principautés se constituent, vivent et sombrent pour des raisons comparables en captant, modifiant et cédant si je puis dire leur environnement aux dépens d'un prédécesseur et au profit d'un successeur, tout en préservant des « invariants », à commencer par la religion orthodoxe. La seconde citation de Valéry contient les bases de ce qu'on appelle

Les récits façonnent
les relations
internationales

la géopolitique, c'est-à-dire l'idéologie relative aux territoires et donc aussi aux populations qui leur sont attachées. Pour qui regarde l'histoire de la Russie avec une certaine distance, les multiples liens qui ont pu s'établir, se transmettre et survivre entre les habitants des voisinages – au sens topologique de ce

mot – de Kiev et de Moscou sont aisément concevables, et beaucoup peuvent être documentés. Nous sommes ici au niveau des « vérités ». Mais les récits des uns et des autres, avec les « trous » qu'ils bouchent, sont une tout autre affaire, et n'ont plus de vérité qu'au sens où ils existent et contribuent à nourrir les passions. Que la Russie kiévienne soit le berceau dont sont sortis la Russie des tsars et ses prolongements, ou une marge (signification du mot Ukraine) avant la lettre du futur empire moscovite : pareille question ou tout autre semblable n'a rien à voir avec des vérités historiques. Mais les récits façonnent les relations internationales, comme les rapports immédiats entre les territoires et les populations qui les habitent.

Du point de vue des perceptions, le contraste est saisissant entre la Fédération de Russie telle qu'elle a survécu au naufrage de l'Union soviétique, et l'Ukraine dans ses frontières actuelles, c'est-à-dire celles de la composante ukrainienne de l'ancienne URSS. On ne rappellera jamais assez que la chute soudaine de l'URSS, en 1990-1991, fut à la fois celle du système communiste et celle de l'empire russe. Depuis cet épisode majeur du xx^e siècle, nous n'avons jamais manqué d'annoncer, dans les « Perspectives » du *Ramses*, que l'enchaînement improbable qui a conduit

à un démembrement relativement pacifique – en particulier le fameux dîner du 8 décembre 1991 dans la forêt de Belaveja entre Boris Eltsine, Leonid Kravtchouk et Stanislaw Chouchkievitch – impliquerait inévitablement de futurs tremblements de terre, dont l'invasion de l'Ukraine le 24 février 2022 est le plus dramatique à ce jour. D'autres crises majeures sont imaginables, ce qui ne signifie pas probables, par exemple avec le Kazakhstan qui partage aujourd'hui autour de 7 000 kilomètres de frontières avec la Russie, et dont près d'un cinquième de la population est russe. Non moins grave : la Fédération de Russie elle-même est lourde de conflits multi-ethniques potentiels, et l'on ne doit pas oublier que dans les années 1990 de bons observateurs ont pu envisager que cette fédération se défasse jusqu'à se réduire au Grand-Duché de Moscou ! Dans un tel contexte, on conçoit que, plus encore que pour tout autre pays, la sécurité aux frontières de la Russie soit perçue comme vitale par ses dirigeants, quels qu'ils soient. La sécurité d'un État et celle de son régime politique sont des sujets distincts, même s'ils ne sont jamais complètement séparables.

Le problème des frontières, avant la guerre, ne se posait pas de la même manière en Ukraine. Du point de vue géographique et historique, on peut considérer comme une « vérité » que, sur la longue durée, ce pays existe en tant que région, c'est-à-dire un territoire aux contours indécis mais à l'intérieur duquel s'est constituée à travers le temps, au sein d'une majorité de la population, une nation caractérisable par une langue, un récit identitaire et une culture. Mais en tant qu'État avec des frontières bien déterminées, la réalité ukrainienne est sensiblement différente, comme pour la plupart des pays de l'Europe centrale et orientale. Physiquement, les terres ukrainiennes, conjointement avec celles de la Biélorussie, sont un vaste couloir reliant l'Est et l'Ouest, celui de toutes les invasions. En conséquence, l'Ukraine est un pays en partie pluri-ethnique. Depuis les temps relativement proches de la naissance du nationalisme moderne, après la Révolution française, la seule période d'existence d'un État ukrainien avant la chute de l'URSS fut celle de 1917 à 1920 (dans des frontières sensiblement différentes). Depuis l'indépendance post-soviétique, surtout après 2014, le nationalisme ukrainien s'est considérablement renforcé, avec le soutien de nombreuses organisations américaines et européennes, surtout polonaises. Est-ce à dire que les frontières de l'Ukraine sont intangibles ? Pas plus que pour la Fédération de Russie et sans doute d'autres États, il n'est possible de répondre précisément à une question qu'il serait anhistorique de réduire au seul droit international. N'oublions pas que même la situation de l'ex-Yougoslavie n'est toujours pas consolidée.

À ce stade, nous devons élargir le raisonnement géopolitique et géostratégique. Dans les années 1990, les vrais géopolitologues (répétons que le domaine de la géopolitique est l'idéologie relative aux territoires) se sont penchés sur les conséquences à long terme de la chute de l'Union soviétique. Celui qui, aux États-Unis, a le mieux capté la formulation stratégique adaptée à l'esprit missionnaire américain est Zbigniew Brzezinski, l'ancien *National Security Advisor* du président Jimmy Carter entre 1977 et 1981. Dans son ouvrage *Le Grand Échiquier* publié en 1997, dont l'influence fut immense, ce Polonais d'origine expliquait en substance que la vocation des États-Unis était de devenir le premier empire

universel, fondé sur la démocratie – sans toutefois définir celle-ci de manière trop précise. Comme d'autres avant lui, il voyait bien que tout se jouerait sur le continent euro-asiatique, et particulièrement en Ukraine qui, à l'Ouest, en occupe le centre de gravité. Il n'avait pas la naïveté de penser que la Russie post-soviétique allait rapidement se convertir au libéralisme de type anglo-saxon, d'autant moins que le régime communiste n'a pas été renversé par une révolution et que, globalement parlant, ce sont les mêmes hommes qui sont restés au pouvoir. Mais il semblait croire à l'époque que l'Ukraine, elle, pourrait se convertir facilement sans pour autant provoquer les foudres de l'empire déchu. À la fin de sa vie, il a pris conscience du risque d'un glissement de la propagation pacifique de la foi à la conversion par la force – le *regime change* cher aux futurs néo-conservateurs américains – c'est-à-dire la doctrine du renversement préventif des régimes jugés intrinsèquement menaçants *parce que* non démocratiques. Concrètement, il proposa alors pour modèle celui de la « finlandisation » de l'Ukraine, qui n'avait pas si mal réussi à la Finlande, comme aussi la neutralité pour l'Autriche. Quelle qu'en soit la forme détaillée, le modèle libéral de l'empire universel est comme l'image dans un miroir de celui jadis annoncé comme inéluctable par les idéologues de l'internationale communiste. Sans surprise, on trouve chez le Brzeziński de 1997 l'idée que l'UE doit s'étendre au maximum vers l'Est et se rassembler derrière les États-Unis sous la bannière

Les conséquences
de long terme
de l'effondrement
soviétique

de l'OTAN. À l'époque du *Grand Échiquier*, la Chine n'était pas encore perçue comme un enjeu géopolitique majeur, mais plutôt comme un marché à conquérir.

Du côté russe, les années 1990 virent ressurgir le débat du XIX^e siècle autour des deux orientations possibles, occidentale et slavophile (donc *sui generis*) avec l'émergence graduelle d'une troisième voie explicitement eurasiatique. C'est-à-dire mettant l'accent sur une interprétation russe des « valeurs asiatiques » dont le chantre, au même moment, était Lee Kuan Yew, le fondateur de l'État de Singapour. Mais après le retour d'un homme fort en 2000 avec l'élection de Poutine, et sans nécessairement l'exprimer de cette manière, le Kremlin a graduellement acquis la conviction que la grande stratégie américaine découlait de la vision géopolitique que je viens de décrire. Il l'a interprétée comme une poussée occidentale dont l'étape suivante serait la déstabilisation politique de la Russie. Désormais littéralement à cheval entre l'« Occident » et la Russie, l'Ukraine, par ailleurs noyée dans la corruption, s'est rapidement trouvée au cœur des crispations, de la révolution Orange de 2004 à Maïdan en 2013 – en passant par le discours de Poutine à Munich en 2007 et par le sommet de l'OTAN en 2008 –, les Russes revenant constamment sur la nécessité d'une révision de l'architecture de sécurité européenne. Ce fut également le thème du discours du président Medvedev à la première édition de la *World Policy Conference* organisée par l'Ifri à Évian du 6 au 8 octobre 2008. Dans cette séquence, les tensions ont culminé avec l'annexion de la Crimée en 2014. Depuis lors, les Occidentaux – particulièrement les Européens – ont empilé des paquets de sanctions contre la Russie. Le processus de Minsk s'est enlisé, ni les Russes ni les Ukrainiens ne voulant mettre en œuvre ce à quoi ils avaient pourtant souscrit.